

NOUVELLES DISPOSITIONS POUR LE MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

Bouchouareb reconnaît des «flottements»

Le cahier des charges régissant l'activité de la vente de véhicules neufs sera publié demain au Journal officiel, indique Abdesselam Bouchouareb qui reconnaît néanmoins que l'application entraîne des «flottements».

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En marge de l'inauguration, hier au pavillon B du Palais des expositions (Pins Maritimes à Alger) de la troisième édition du Salon national de la sous-traitance inversée (Sanist), le ministre de l'Industrie et des Mines a précisé que l'arrêté ministériel fixant les cahiers des charges relatifs aux conditions et modalités d'exercice des activités de concessionnaires de véhicules neufs sera publié demain au *Journal officiel*.

Signé le 23 mars 2015, cet arrêté ministériel qui définit les nouvelles conditions de sécurité exigibles pour la vente de véhicules neufs n'est pas révisable, n'est sujet à «aucun recul. C'est hors de question», assurera Abdesselam Bouchouareb. «Il n'y a aucun problème» dans l'application des nouvelles dispositions, considère le ministre de l'Industrie. Certes, il reconnaît que l'application de cet

arrêté que «nous venons juste de mettre en place», a et peut entraîner des «flottements». «Il est tout à fait normal qu'il y ait une période de flottement, une semaine, dix jours ou quinze jours», dira M. Bouchouareb qui se veut toutefois rassurant, en arguant que la situation rentrera dans l'ordre rapidement, «dans dix à quinze jours» et en arguant des efforts de vulgarisation et de communication déployés par son département. Or, l'application de cet arrêté a posé problème notamment pour les banques, concernant essentiellement la domiciliation des commandes de véhicules neufs.

Opérée normalement jusque-là par les établissements de crédits, la domiciliation des opérations d'importation a été contrainte par l'obligation faite aux banques de procéder elles-mêmes à la mise en conformité des véhicules neufs. Ce que le ministre de l'Industrie réfutera. «Nous avons



Bouchouareb se veut, toutefois, rassurant.

introduit (dans le décret exécutif du 8 février 2015) la mise en conformité. Avant, il n'y avait pas de conformité des véhicules», dira-t-il. Et d'ajouter : «Aujourd'hui, avant toute importation, nous devons avoir un prototype du véhicule qui doit être importé pour qu'il y ait son homologation. C'est une nécessité.»

Toutefois, cette mise en conformité ne relève pas des banques, concé-

dera-t-il, mais «c'est à nous de la faire. Et nous le faisons», assure Abdesselam Bouchouareb. A ce propos, le ministre des Mines indique que son département a «dépêché aujourd'hui (hier, ndr) des ingénieurs au niveau de Mostaganem et au niveau de Jijel pour ça».

Rappelant que la nouvelle réglementation prévoit que pour «tout produit (véhicule) qui arrive (sur le terri-

toire national), on procède par échantillonnage», le ministre de l'Industrie indiquera que «nous allons vérifier à travers cet échantillonnage la conformité de ce véhicule par rapport au cahier des charges. A ce moment-là, il est possible qu'il soit mis à la disposition des consommateurs».

En attente de cette clarification, l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) avait décidé jeudi dernier de «surseoir» à toute opération de domiciliation des opérations d'importations.

Voire, l'association professionnelle a instruit hier les établissements de crédits membres de lui communiquer la liste des opérations d'importations de véhicules et autres matériels roulants effectuées entre le 23 mars, date de signature de l'arrêté, et le 9 avril.

Une liste qui servira certainement à mieux cerner et corriger les problèmes liés à l'application de la nouvelle réglementation, voire à sévir contre d'éventuels manquements commis au niveau bancaire mais aussi opérationnel.

C. B.

BOUCHOUAREB À L'INAUGURATION DU TROISIÈME SALON DE LA SOUS-TRAITANCE INVERSÉE :

«Le code de l'investissement présenté la semaine prochaine au gouvernement»

Le nouveau code de l'investissement sera présenté la semaine prochaine au gouvernement, annonce le ministre de l'Industrie qui indique par ailleurs qu'une nomenclature de la production nationale est en cours d'élaboration.

Le nouveau code de l'investissement sera présenté au gouvernement la semaine prochaine, indiquait hier le ministre de l'Industrie et des Mines au Pavillon B du Palais des expositions (Pins maritimes).

Ayant inauguré la troisième édition du Salon national inversé de la sous-traitance (Sanist), ouvert du 13 au 16 avril 2015, avec la participation d'une soixantaine d'entreprises et institutions nationales donneurs d'ordre, Abdesselam Bouchouareb rappellera que ce texte qui sera soumis à l'«approbation» de l'exécutif, avant d'être présenté au niveau des deux chambres du Parlement, est déjà finalisé et inclut moult incitations, des facilitations à mêmes d'encourager les investissements.

L'opportunité pour Abdesselam Bouchouareb de rappeler la dynamique continue en œuvre en vue d'améliorer le climat des affaires. Une question que le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, suit de manière active, assurera le ministre de l'Industrie. Evoquant le développement de la petite et moyenne entreprise (PME), le ministre du secteur indiquera que le projet de loi d'orientation relative et qui est en cours de maturation au niveau de son département, prend en charge le volet crucial de la sous-traitance. Or, une sous-traitance dont la situation actuelle n'est pas satisfaisante, concédera M. Bouchouareb, malgré l'existence d'un potentiel considérable d'entreprises sous-traitantes, la taille du marché et au regard des impératifs du contexte économique national et international. Il estimera opportun, voire impératif, d'orienter davantage la commande publique vers l'outil national de réalisation, de stimuler encore les grands donneurs d'ordres à aller vers les sous-traitants locaux, d'intégrer la sous-traitance dans le cadre des appels d'offres, des partenariats. Il évoquera ainsi des projets déjà lancés ou potentiels de «liaison intersectorielle», de partenariats entre de grands groupes publics nationaux et des partenaires étrangers pour la production «croisée» de certains produits.

Or, l'impulsion de la sous-traitance est à même, considère le ministre de l'Industrie, de contribuer à la réduction de la facture d'importation, estimée annuellement à 25 milliards de dollars pour les produits industriels semi-finis et intermédiaires. «Si la sous-traitance pouvait contribuer à réduire de 5 milliards de dollars cette facture, ce serait un résultat satisfaisant», observera-t-il. Comme elle contribuerait à l'amélioration de la compétitivité des entreprises et leur capacité à satisfaire les besoins et favoriser l'émergence de nouvelles entreprises sous-traitantes.

Une problématique que le gouvernement entend traiter en impulsant une politique d'import-substitution, l'engagement de l'exécutif à «aller plus loin» dans ce sens, à renforcer «le cadre réglementaire, le cadrage» étant avéré selon le ministre de l'Industrie. Il laisse entendre ainsi que le développement de la sous-traitance pourrait être stimulé, au-delà de ce que comportera la loi d'orientation de la

Pme, à la faveur de l'élaboration de la prochaine loi de finances complémentaire et d'autres textes législatifs.

Dans ce contexte, Abdesselam Bouchouareb indiquera qu'une nomenclature de la production nationale est en cours d'élaboration, dans le cadre d'une démarche commune à son département, les grands groupes industriels publics, la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et les organisations et associations patronales privées.

Un «recensement» de tous les produits industriels à même de permettre aux donneurs d'ordres de «connaître ce qui est produit et de l'intégrer» et aux sous-traitants de mieux se faire connaître, explicitera-t-il.

Abdesselam Bouchouareb étant soucieux d'arriver à une meilleure compréhension entre les donneurs et receveurs d'ordre et autres acteurs de la sous-traitance, de booster l'intégration industrielle nationale et contribuer au développement de l'import-substitution.

Organisé par le ministère de l'Industrie et des Mines, conjointement avec la Caci, la Bourse de sous-traitance et de partenariat et la Société algérienne des foires et exportations (Safex), le troisième Sanist voit la participation d'une soixantaine d'entreprises et institutions nationales, en tant qu'exposants, et sera marqué par la présence de plusieurs entreprises, Pme et sociétés de sous-traitance en tant que visiteurs.

Plusieurs secteurs sont représentés à cette exposition, notamment les industries mécanique et métallurgique, électronique, électrique et chimique, la maintenance industrielle ainsi que les matériaux de construction.

Rappelons que le concept de salon inversé est utilisé de par le monde principalement dans le domaine de la sous-traitance : Les exposants sont les acheteurs (donneurs d'ordre) et exposent leurs besoins en achats de produits, de fournitures ou services. Quant aux vendeurs, ils viennent en visiteurs (receveurs d'ordres) pour s'enquérir des besoins des acheteurs.

C. B.

LA CÉRÉMONIE S'EST DÉROULÉE HIER À ALGER

Partenariat entre Algérie Télécom et CDTA

Algérie Télécom et le Centre de développement des technologies avancées (CDTA) ont procédé, hier, à la signature d'un pacte d'actionnaires qui consacre l'entrée d'AT dans le capital de Saticom, filiale du CDTA.

Salah Benreguija - Alger (Le soir) - La cérémonie de signature dudit pacte s'est déroulée au siège d'Algérie Télécom en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication.

A l'issue de cet accord, Saticom prendra la forme juridique de société par actions, dont le capital, doté de 100 millions de dinars, sera réparti à hauteur de 67% pour AT et 33% pour le CDTA.

Avec son laboratoire de recherche et développement

basé au Technoparc de Sidi Abdellah, la Saticom aura pour mission la conception, le développement et l'intégration de solutions dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi que la réalisation et la fabrication industrielle de produits innovants.

Saticom aura également pour mission de développer et commercialiser les produits d'affichage dynamique d'information, la vidéosurveillance IP, la doléance électronique ainsi que le contrôle d'accès.

«L'entrée de Saticom dans le giron d'Algérie Télécom est un événement majeur dans le sec-

teur des TIC et l'économie algérienne en général.

C'est une acquisition stratégique pour AT qui dispose, désormais, d'une véritable structure de recherche et développement de solutions destinées à nos propres besoins ainsi qu'à ceux du marché algérien. C'est aussi un autre pas en avant dans le développement de contenus et de solutions algériens innovants, destinés dans une première phase au secteur professionnel», a fait savoir le P-dg d'Algérie Télécom Azouaou Mehmel.

De son côté, le ministre en charge du secteur a indiqué que le pacte scellé hier «exprime une forte volonté de ces deux acteurs nationaux de conjuguer leurs efforts en totale synergie pour contribuer efficacement au développement socio-économique du

pays en général, et à la promotion des usages des technologies de l'information et de la communication, en particulier». «A l'ère des mutations profondes au plan structurel et des évolutions fulgurantes en matière de technologies, Algérie Télécom, à l'instar des tous les opérateurs du secteur, ne peut assurer la pérennité de sa mission au service de l'économie nationale et du développement social de nos populations que par la modernisation constante de ses outils de production et la diversification de ses activités et produits», a souligné M^{me} Derrouri. Et d'ajouter que «ce partenariat répond à la nécessité pour Algérie Télécom de se départir de l'image traditionnelle d'opérateur gérant et exploitant les infrastructures et de s'investir davantage dans les contenus».

S. B.